



République de Guinée

BULLETIN STATISTIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE

Premier Trimestre 2021

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA DETTE ET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Table des matières

Définitions.....	1
Sigles et acronymes.....	3
Préface.....	4
I-Situation de la dette publique.....	5
II-Conclusion et recommandations.....	6
III-ANNEXES	
Graphique 1 : Répartition de l'encours de la dette publique.....	8
Graphique 2 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2016-T1 2021.....	8
Graphique 3 : Répartition de la dette intérieure par instruments.....	9
Tableau 1 : Evolution de l'encours de la dette (millions USD) et du taux d'endettement public au 31 mars 2021.....	9
Graphique 4 : Répartition de la dette extérieure par catégorie de créanciers.....	10
Graphique 5 : Evolution du stock de la dette extérieure et les ratios caractéristiques.....	10
Graphique 6 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par devises au 31 mars 2021.....	11
Graphique 7 : Point des tirages sur emprunts en devises par bailleurs au 31 mars 2021 (en millions USD).....	11
Tableau 2 : Décaissements par catégorie de créanciers au cours des 6 trimestres.....	12
Tableau 3 : Service assuré de la dette publique au 31 mars 2021 (milliards GNF).....	12
Tableau 4 : Les nouveaux engagements.....	12
Tableau 5 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique au 31 mars 2021.....	13
Tableau 6 : Prêts rétrocédés et Dettes garanties (en millions USD).....	14
Graphique 8 : Profil d'amortissement de la dette publique au 31 décembre 2020 (millions USD).....	14
Tableau 7 : Soldes engagés non décaissés au titre de la dette en devises (en millions USD).....	14

Définitions

Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) : analyse de la capacité d'un pays à financer les objectifs de sa politique et assurer le service de la dette sans procéder à des ajustements excessifs qui pourraient autrement compromettre sa stabilité.

Champ de couverture de la dette

Le présent Bulletin est constitué de la dette de l'Administration Centrale et de la dette des Sociétés publiques financières (Banque Centrale de la République de Guinée).

Dette totale du secteur public : la dette du secteur public comprend

- la dette de l'Administration publique
 - dette de l'Administration Centrale ;
 - dette des collectivités publiques.
- la dette des Sociétés publiques
 - dette des Sociétés publiques non financières ;
 - dette des Sociétés publiques financières.

Encours de la dette publique : montant qui a été décaissé mais non encore remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.

Garanties : font référence à un accord de payer la dette d'une entité, si cette entité fait défaut (World Bank, Timothy C. Irwin, 2007). Les garanties octroyées par l'Etat à une entité publique ou privée représentent un passif conditionnel pour l'Etat.

Instrument de dette : Il est défini comme étant une créance financière obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date donnée ou à des échéances futures.

- droits de tirages spéciaux (DTS) ;
- numéraires et dépôts ;
- titres de créances ;
- crédits ;
- systèmes d'assurances, de pensions et de garantie standard ;
- autres comptes à payer.

Les instruments de dette sont généralement établis lorsque le créancier fournit une valeur économique au débiteur selon un accord contractuel.

Pour le présent bulletin, les instruments de dette usités sont :

Les crédits pour la dette de l'Administration publique (dette de l'Administration Centrale) et le DTS pour la dette des Sociétés publiques (dette de la Banque Centrale), les obligations du trésor et les bons du Trésor.

Prêts rétrocedés : ce sont des prêts que le créancier a octroyés à une entité après s'être lui-même endetté auprès d'une autre entité. Lors d'un prêt rétrocedé, le prêt original entre l'Etat et le créancier est une dette de l'administration centrale mais ne constitue pas un passif conditionnel. Le prêt rétrocedé, quant à lui, est un actif de l'Etat et un passif pour l'entité qui bénéficie du prêt.

Résidence : Une unité institutionnelle est considérée comme résidente d'un pays, si elle a un centre d'intérêt économique sur le territoire du pays. L'expression « centre d'intérêt économique » signifie que l'unité en question exerce ou entend exercer des activités économiques sur le territoire soit pour une durée déterminée d'au moins un an.

Risque de refinancement : possibilité qu'un emprunteur ne recoure au refinancement en empruntant pour rembourser la dette existante. Les pays et entités dont la dette arrive à échéance et qui recourent à une nouvelle dette sont généralement confrontés à ce risque de refinancement.

Risque de taux de change : risque que la valeur d'un investissement ou d'un instrument change sous l'effet des fluctuations de taux de change.

Risque de taux d'intérêts : vulnérabilité des coûts à une hausse de taux d'intérêt. Par exemple lorsque les taux variables sont révisés et/ou la dette à taux fixe doit être refinancée ; ou encore, le risque que la valeur

d'un investissement change par suite de l'évolution du niveau absolu des taux d'intérêt, de l'écart entre deux taux, de la forme de la courbe de rendement ou de toute autre relation de taux d'intérêt.

Service de la dette : paiements au titre de la dette qui arrivent à échéance durant la période en cours (principal et intérêts).

Soutenabilité de la dette : Elle peut être considérée comme assurée, lorsqu'un pays est en mesure de remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette, sans allègement, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés.

Transactions : elles comprennent les tirages en plus et les remboursements du principal en moins.

Valeur nominale : la valeur nominale d'un instrument de la dette est une mesure de valeur du point de vue du débiteur à n'importe quel moment. C'est le montant dû par le débiteur au créancier qui sert de point de départ pour établir la responsabilité légale utilisée dans les analyses de la vulnérabilité et de durabilité. La variation de la solvabilité n'affecte pas la valeur nominale de la dette.

Valorisation de la dette : le guide de la dette du secteur public recommande de valoriser tous les instruments de la dette à la valeur nominale.

Valorisation de l'encours en fin de période : c'est la valeur d'ouverture, des transactions et autres flux économiques qui constituent la valeur de clôture de l'encours.

Sigles et Acronymes

AED	<i>Dirham des Emirats Arabes Unis</i>
AFD	<i>Agence Française de Développement</i>
BADEA	<i>Banque Arabe de Développement Economique en Afrique</i>
BEI	<i>Banque Européenne d'Investissement</i>
BID	<i>Banque Islamique de Développement</i>
BIDC	<i>Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO</i>
BOAD	<i>Banque Ouest Africaine de Développement</i>
DNDAPD	<i>Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement</i>
DTS	<i>Droits de Tirages Spéciaux</i>
EUR	<i>Euro</i>
FAD	<i>Fonds Africain de Développement</i>
FADD	<i>Fonds d'Abu Dhabi</i>
FIDA	<i>Fonds International de Développement Agricole</i>
FKDEA	<i>Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe</i>
FSD	<i>Fonds Saoudien de Développement</i>
FSID	<i>Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement</i>
GBP	<i>Livre sterling</i>
IDA	<i>Association Internationale de Développement (Banque Mondiale)</i>
JPY	<i>Yen Japonais</i>
KWD	<i>Dinar koweïtien</i>
OPEP	<i>Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole</i>
PIB	<i>Produit Intérieur Brut</i>
SAR	<i>Riyal Saoudien</i>
UC	<i>Unité de Compte (panier de devises utilise par le FAD)</i>
USD	<i>Dollar US</i>
YRMB	<i>Yuan Renminbi</i>

Préface

En 2019, les autorités guinéennes ont adopté une politique de la dette qui s'inspire des normes internationales. La transparence est l'un des éléments essentiels de la déclaration de la politique d'endettement public. Ainsi, l'établissement du bulletin statistique trimestriel et sa publication sur le site du département, demeurent un impératif pour atteindre les objectifs de gestion de la dette publique.

Le Bulletin statistique, en tant qu'instrument de synthèse de la Stratégie de Dette à Moyen Terme (SDMT) et de l'Analyse de Viabilité de la Dette (AVD), s'inscrit dans cette logique de promotion de la bonne gouvernance et d'amélioration des relations avec nos partenaires techniques et financiers, ainsi que les populations.

C'est pourquoi, l'accès du public aux données de la dette publique demeure une priorité du Ministère de l'Economie et des Finances, étant entendu qu'il permet de vulgariser les informations économiques et financières, renforçant ainsi le système de communication et la transparence, gages de crédibilité, de fiabilité et de confiance.

I. Situation de la Dette Publique au 31 mars 2021

Le stock de la dette publique et de la dette garantie au 31 mars 2021 se chiffre à **GNF 65 863,293 milliards**, soit environ **USD 6,549 milliards**. Il est constitué de GNF 38 544,961 milliards soit USD 3,833 milliards au titre de la dette extérieure (58,53%) et de GNF 27 314,812 milliards soit USD 2,716 milliards au titre de la dette intérieure (41,47%) (**Voir graphique 1**).

L'évolution du stock de la dette publique présente une tendance à la hausse par rapport à la même période 2020, qui était de USD 6,393 milliards, due à l'augmentation de l'encours de la dette intérieure qui est passé de USD 2,593 milliards en 2020 à USD 2,716 milliards à fin mars 2021. (**voir graphique 2**).

La dette intérieure est constituée des Bons du trésor à moins d'un an (10,93%), des Emprunts Obligataires de 3 ans (3,18%), de la dette titrisée (3,88%), des avances à court termes de la BCRG (4,80%), de la recapitalisation de la dette BCRG (15,59%) et des crédits TVA (3,10%) (**Voir graphique 3**).

La dette extérieure quant à elle, est constituée de la dette Multilatérale (27,33%), de la dette bilatérale (27,12%) et de la dette commerciale (3,90%) (**Voir graphique 4**).

La dette multilatérale est composée de la Banque Mondiale (9,26%), du FMI (7,82%), de la BID (3,55%), du Groupe de la BAD (3,25%), de la BEI (1,25%) et des autres (2,20%) de la dette publique. Il est à noter que la Banque Mondiale et le FMI représentent respectivement 33,85% et 28,60% de la dette multilatérale et, 15,81% et 13,36% de la dette extérieure.

Les créanciers du Club de Paris excluant le C2D représentent 0,67%, alors que ceux Hors Club de Paris se situent à 26,45% de la dette publique. En termes de volume de la dette bilatérale, la Chine occupe le premier rang avec 70,55%, 32,69% de la dette extérieure et 19,13% de la dette publique.

Le taux d'endettement public (encours de la dette rapporté au PIB) est de 41%, reparti entre la dette extérieure pour 24% et la dette intérieure pour 17% (**Voir tableau 1**).

Ce taux, en baisse par rapport à celui de décembre 2020, qui était de 43,4% s'explique par la baisse du taux d'endettement de la dette extérieure, qui est passé de 26% à fin décembre 2020 à 24% au 31 mars 2021.

La variation de ce taux d'endettement en dessous du seuil de 70% fixé pour les pays membres de la CEDEAO, résulte de la gestion prudente de la dette, qui privilégie le recours aux emprunts concessionnels, en conformité avec les réformes des Finances Publiques.

Il est à signaler que le C2D en GNF 492,793 millions, soit USD 49 millions, ainsi que les arriérés extérieurs pour GNF 1 589,006 milliards, soit USD 164 millions, représentent respectivement 0,71% et 2,30% de la dette publique et 0,31% et 0,99% du PIB.

De même, le ratio du service de la dette sur les exportations est de 2,82% en moyenne, nettement en dessous du seuil de 10%. Toutes choses qui ont permis la stabilité du taux de croissance à une moyenne de 7,5% sur les trois dernières années (**voir graphique 5**).

Après l'éclatement du panier de DTS entre les devises, le dollar US avec 58%, reste la principale monnaie de la dette extérieure suivi de l'euro 23%. Cette configuration traduit la politique du Gouvernement qui consiste à réduire progressivement l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de taux de change (**voir graphique 6**).

Les tirages sur emprunts en devises s'élèvent à USD 96 millions, soit GNF 965,472 milliards pour la réalisation des Projets et Programmes de Développement financés par les partenaires bi et multilatéraux), par catégories de créanciers et par trimestre figurent dans le **graphique 7 et le tableau 2**.

Aussi, l'Etat a mobilisé au premier trimestre 2021 GNF 7 195 milliards sur le marché local, constitués de bons du trésor et d'emprunts obligataires. Ce niveau est en baisse par rapport à la même période 2020, qui était de GNF 9 435 milliards.

A l'initiative du G20, la Guinée a bénéficié du report du service de sa dette extérieure à fin mars 2021, dans le cadre de la riposte à la pandémie du Covid-19.

Ce report se chiffre à GNF 86,98 milliards et se présente comme suit, par créancier :

- FSD 11,65
- FKD 17,39
- Angola 57,94

L'exécution du service de la dette publique est de GNF 576,404 milliards, soit USD 57,31 millions, réparti comme suit :

- Dette extérieure : GNF 156,694 soit USD 15,58
- Dette intérieure : GNF 419,71 soit USD 41,733 (**Voir tableau 3**)

Le profil d'amortissement de la dette publique reste faible de 2021 à 2050. Cette tendance s'explique par le recours aux prêts concessionnels conformément au programme FEC (**Voir Graphique 8**).

Au cours du premier trimestre 2021, le montant total des nouveaux engagements au titre des prêts et des dons se chiffre à USD 298,9 millions soit GNF 3 006,037 milliards (**Voir tableau 4**).

L'analyse du portefeuille de la dette a été réalisée en 2020 avec l'assistance technique d'Afrítac de l'Ouest du FMI. Les résultats ont montré que le portefeuille est exposé aux risques de refinancement, au taux d'intérêt et de change comme indiqués dans le **tableau 5**.

Au premier trimestre 2020, la Guinée a mis à jour sa stratégie de la dette à moyen terme (SDMT) avec l'assistance du Fonds Monétaire International (FMI).

De cette mise à jour, il ressort l'analyse ci-après :

- le taux d'intérêt moyen de la dette extérieure est de 2,1% ;
- la durée de vie moyenne de la dette extérieure est de 10 ans;
- le risque de change reste élevé à 65%.
- le risque de refinancement de la dette intérieure reste élevé avec une part importante de Bons de Trésor à maturité courte (1 an) ;

Il faut noter que le risque budgétaire lié au non-recouvrement de ces prêts rétrocédés aux entreprises bénéficiaires est élevé (**voir tableau 6**).

Le montant total des soldes engagés non décaissés s'élève à USD 2 451,42 milliards soit GNF 24 653,55 milliards au 31 mars 2021 (**voir tableaux 7**). Les 2/3 de financements proviennent de sources bilatérales, y compris le financement du projet Hydroélectrique de Souapiti. Il est à signaler que ce montant serait sensiblement réduit si l'on prenait en compte les accords de prêts signés non encore décaissés en mars 2021 représentant USD 741,74 millions, soit GNF 7 459,59 milliards.

II. Conclusion et Recommandations

Malgré l'avènement de la pandémie de COVID 19, la gestion de la dette publique a été menée au cours de l'année 2020 avec beaucoup de prudence et d'efficacité. Ce qui a permis, entre autres l'approbation par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), suite aux cinquième et sixième revue, d'accorder un décaissement USD 49,47 millions (DTS 34,43 millions) dans le cadre du programme économique et financier appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).

Il est à signaler que les indicateurs de viabilité de la dette publique sont restés à un niveau modéré de risque de surendettement. Cependant, le portefeuille de la dette publique est exposé à des risques de refinancement pour la dette intérieure, de change pour la dette extérieure et de taux d'intérêt pour la dette publique.

Le taux d'endettement est resté complètement en deçà du seuil communautaire de la CEDEAO de 70% ce qui donne en principe une marge éventuelle de manœuvres pour mobiliser des ressources de financement des infrastructures socioéconomiques de base.

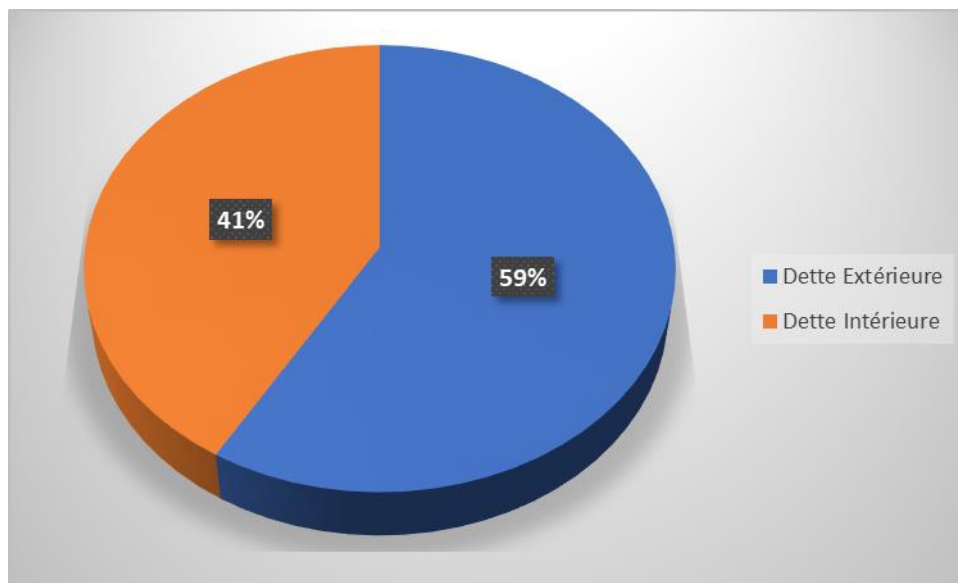
Le taux d'endettement est conforme au seuil de 35% de concessionnalité fixé par le FMI et la Banque Mondiale.

Ainsi, pour une gestion efficace de la dette, il est envisagé de :

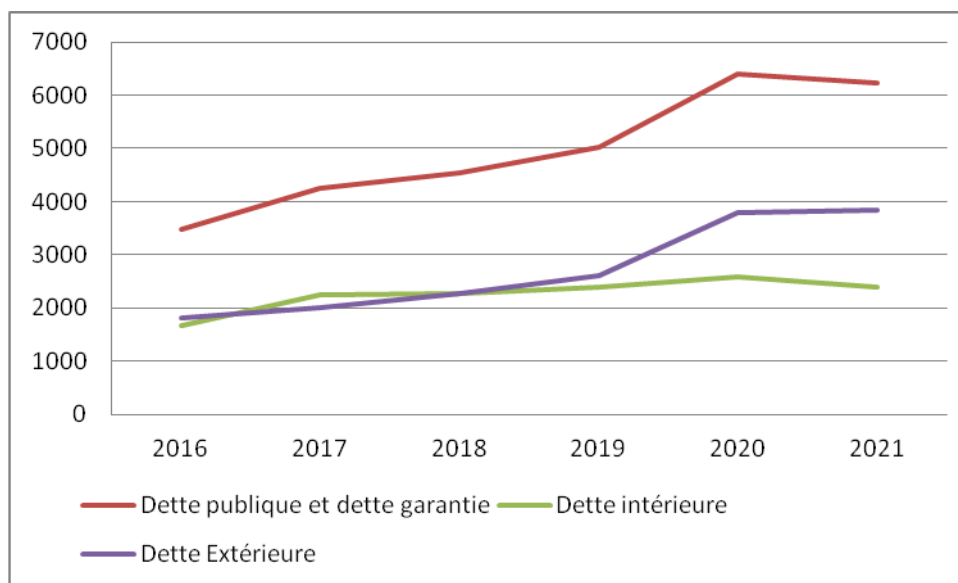
- accélérer le processus des décaissements des projets et programmes de développement en vue d'améliorer le taux d'absorption ;
- négocier le relèvement du plafond des ressources non concessionnelles avec le FMI ;
- diversifier les instruments d'emprunt sur le marché intérieur pour financer les infrastructures, en privilégiant les émissions d'obligations du trésor, afin de minimiser les risques de refinancement ;
- diversifier le portefeuille de la dette extérieure en devises pour réduire les risques de changes ;
- accélérer le processus d'acquisition du logiciel SYGADE.

III- ANNEXE

Graphique 1 : Répartition de l'encours de la dette publique



Graphique 2 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2016-T1 2021



Graphique 3 : Répartition de la Dette Intérieure par instruments

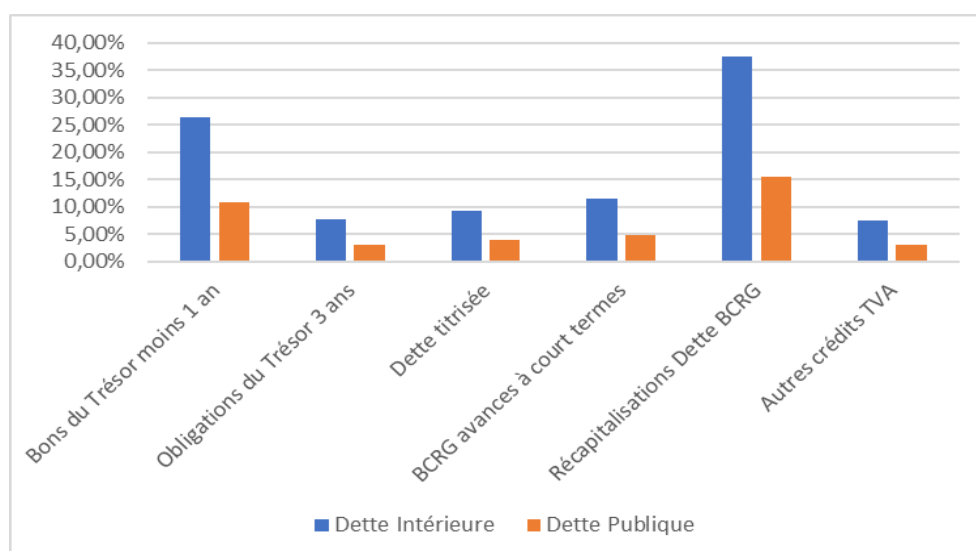


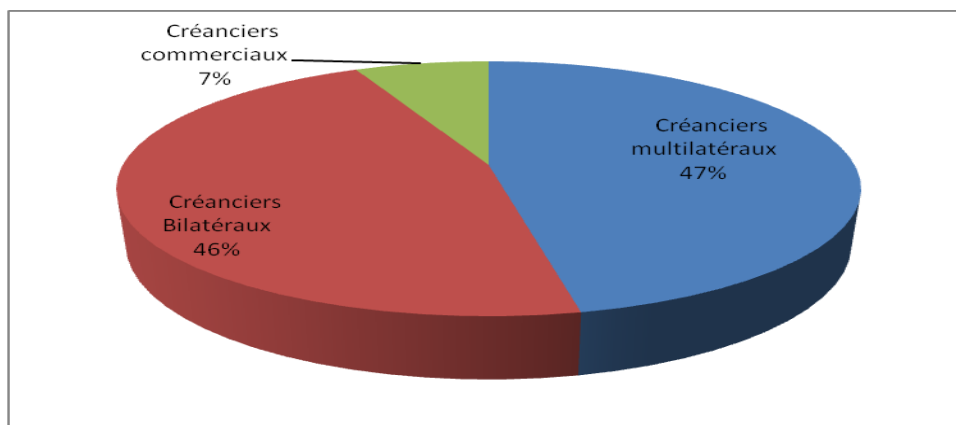
Tableau 1 : Evolution de l'encours de la dette (millier USD) et du taux d'endettement public au 31 mars 2021

	2016	2017	2018	2019	2020	T1 2021	% total	% PIB
Dette publique et dette garantie	3 482	4 260	4 541	5 017	6 393	6 549	100	41,09
Dette intérieure	1 660	2 246	2 262	2 397	2 593	2 716	41,47	17,04
Bons du trésor	288	341	470	517	726	715	10,93	4,49
Emprunts obligataires 3 ans	40	76	46	160	209	208	3,18	1,31
Dette titrisée	137	81	160	194	256	254	3,88	1,60
BCRG (avancées à court termes)	47	141	-8	137	316	314	4,80	1,97
Recapitalisation dette BCRG	832	1176	1162	1122	1028	1021	15,59	6,41
Autres (crédits TVA)	316	431	432	267	58	203	3,10	1,27
Dette Extérieure	1 822	2 014	2 279	2 620	3 800	3 832,65	58,53	24,05
Créanciers multilatéraux	779	869	1 116	1 336	1 736	1 790	27,33	11,23
FMI	241	277	322	338	520	512	7,82	3,21
Banque Mondiale	220	240	341	467	575	606	9,26	3,80
BAD	99	122	136	173	208	213	3,25	1,34
BID	106	113	184	195	217	232	3,55	1,46
BEI	0	0	20	38	73	82	1,25	0,51
Autres	113	117	113	125	143	144	2,20	0,90
Créanciers Bilatéraux	984	1083	1102	1180	1801	1 776	27,12	11,14
Club de Paris (exclus C2D)	28	31	29	33	41	44	0,67	0,27
Hors Club de Paris	956	1 052	1 073	1 147	1 760	1 732	26,45	10,87
Angola	145	141	127	117	113	112,5	1,72	0,71
Chine	525	600	630	650	1 277	1 253	19,13	7,86
Prêt Souapiti	0	0	0	0	575	575	8,78	3,61

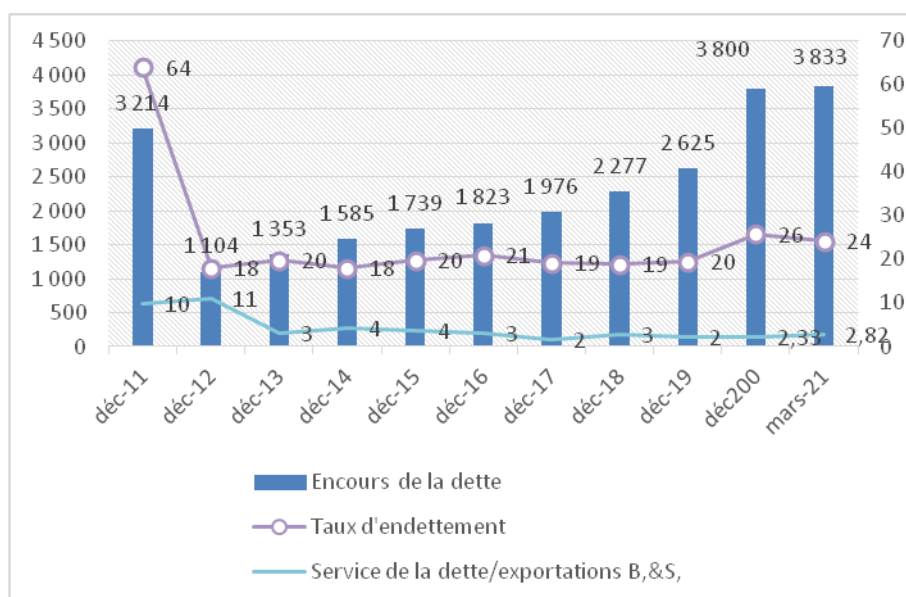
Koweït	73	83	77	78	75	75	1,14	0,47
Libye	42	42	42	42	52	52	0,79	0,33
Arabie Saoudite	75	90	101	106	104	104	1,59	0,66
Autres	96	96	96	154	139	136	2,07	0,85
Créanciers commerciaux	59	62	61	104	262	267	3,90	1,68
Pour mémoire								
Balance C2D	112	104	76	47	51	49	0,71	0,31
Arriérés extérieurs	147	150	149	149	164	158	2,30	0,99
Taux de change officiel (GNF/USD)	9225	9006	9085	9401	9990	10057		

Source: DNDAPD/FMI

Graphique 4 : Répartition de la Dette Extérieure par catégorie de créanciers

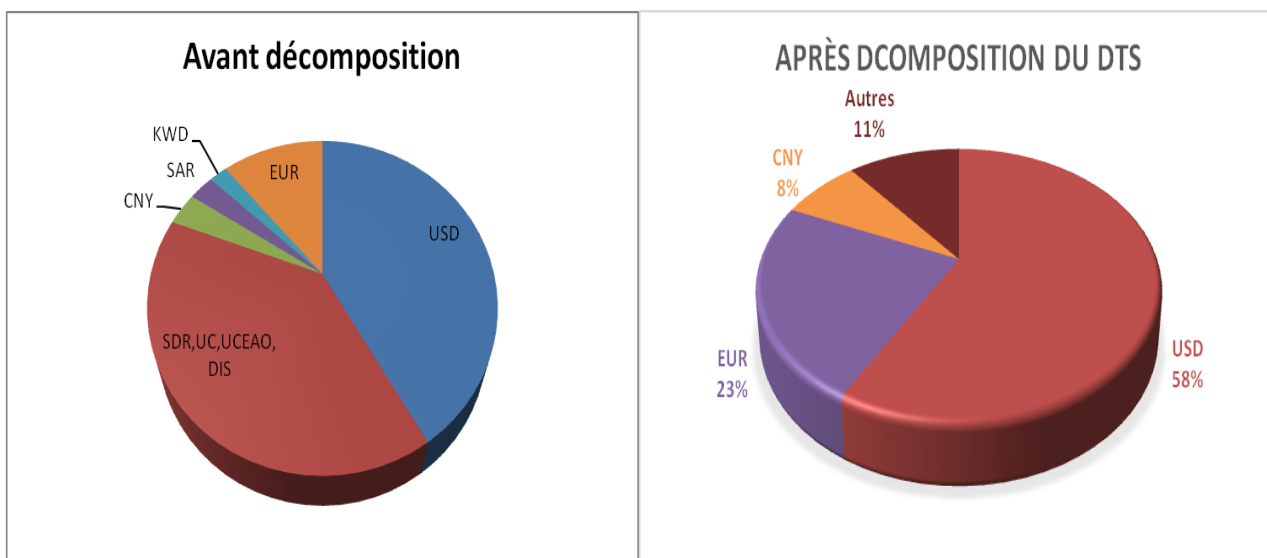


Graphique 5 : Evolution du stock de la dette extérieure et les ratios caractéristiques



Graphique 6 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par devise au 31 mars 2021

DTS Avant Décomposition Apres Décomposition du DTS



Graphique 7 : Point des tirages sur emprunts en devises par bailleurs au 31 mars 2021 (en millions USD)

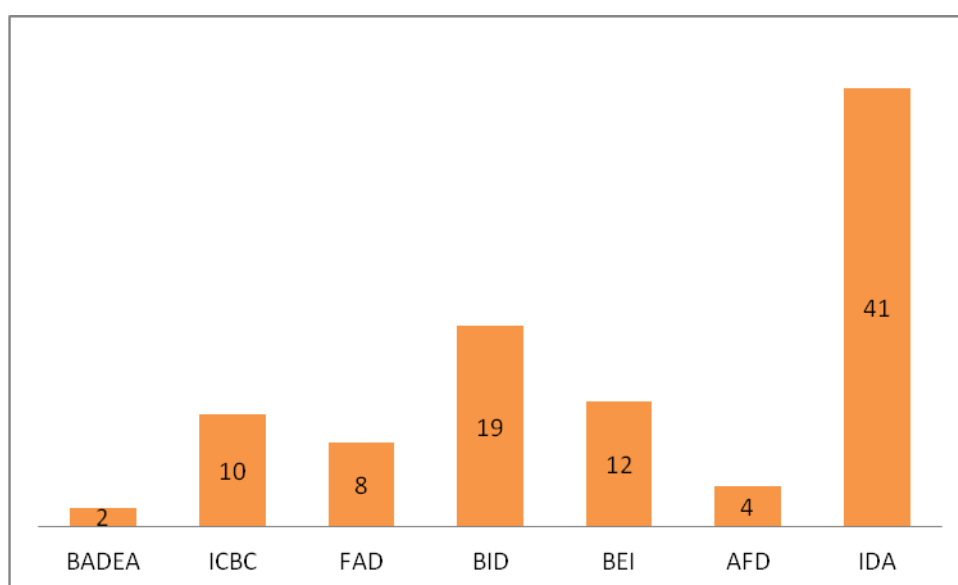


Tableau 2 : Décaissements par catégorie de créanciers au cours des 6 trimestres

Dette extérieure	2019	2020					2021
	T4	T1	T2	T3	T4	Total T1-T4	T1
Total	174,84	85,15	227,248	146,2	696,36	1154,958	96
Dette bilatérale	174,84	61,019	55,199	14,181	632,317	187,603	14
CDP	7,6	0,053	3,203	1,055	0	4,31	4
Fonds Arabes	4,02	0	0,156	0	0	0,156	0
Bilatéraux HCDP	3,57	60,966	51,84	13,126	632,317	183,136	10
Multilatéraux	0	24,131	172,049	132,019	64,043	392,242	81
IDA	167,25	9,431	13,81	55,542	17,501	96,282	41
FMI	146,24	0	148			148	

Source: DNDAPD

Tableau 3 : Service assuré de la dette publique au 31 mars 2021 (milliard GNF)

BAILLEURS	Principal	Intérêt	TOTAL
<i>Dette libellée en devises</i>			
Dette multilatérale	52,313	26,075	78,387
Dette bilatérale	18,621	59,686	78,307
Total dette extérieure	70,934	85,761	156,694
<i>Dette libellée en monnaie locale GNF</i>			
Titres publics	0	203,44	203,44
Banques locales	206,87	9,4	216,27
Total dette intérieure	206,87	212,84	419,71
TOTAL DETTE PUBLIQUE	277,804	298,601	576,404

Tableau 4 : Tableau des nouveaux engagements

Créanciers	Intitulé du Projet	Date de Signature	Montant équivalent millions USD	Durées (Années)	Différés (Année)	Taux intérêt	Élément don (%)	Prêt collatéralisé
BEI	Interconnexions Lisan Fomi	05-mars-21	198,9	25	5	1,61%	35%	Non
IDA	Agriculture commerciale	29-mars-21	100	32	6	0,75%	60%	Non
Total T1			298,9					

Source: DNDAPD

Tableau 5 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2020

Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette Totale
Montant (in millions of GNF)		37 780 488,8	27 368 770,3	65 149 259,1
Montant (in millions of USD)		3 781,8	2 739,6	6 521,4
Dette nominale en % du PIB		25,5	18,5	43,9
VA en % du PIB		18,3	18,5	36,8
Coût de la dette	Intérêt en % du PIB	0,3	0,3	0,6
	Taux moyen pondéré (%)	1,2	1,7	1,4
Risque de refinancement	Durée de vie moyenne (ans)	10,2	5,2	8,1
	Dette arrivant à maturité dans 1 an (% du total)	2,9	36,9	17,2
	Dette arrivant à maturité dans 1 an (% du PIB)	0,7	6,8	7,5
Risque de taux d'intérêt	ATR (ans)	10,2	5,2	8,1
	Dette dont le taux doit être refixé dans 1 an (% du total)	2,9	36,9	17,2
	Dette à taux fixe BT inclus (% du total)	94,7	100,0	96,9
	BT (% du total)	0,0	26	11,13
Risque de change	Dette libellée en devises (% de la dette totale)			58,0
	Dette à court terme libellée en devises (% des réserves étrangères)			7,2

Source : DNDAPD

Tableau 6 : Prêts rétrocédés et Dettes garanties (en millions USD)

Créanciers	Projet	Secteur	Bénéficiaire	Encours au 31/12/2020	Encours au 31/03/2021
Eximbank Chine	Projet Backbone	NTIC	SOGEB	214	214
Eximbank Chine	Projet Kaleta	Electricité	SOGEKA	404,14	404,14
Eximbank Chine	Projet Kaleta	Electricité	SOGES	575,113	575,113
Eximbank Chine	Réhabl Sotelgui	NTIC	SOTLGUI	33,09	33,09
FAD	Interconnexion	Electricité	OMVG	29,26	29,26
BEI	Interconnexion	Electricité	OMVG	26,52	38,245
BEI	Energie	Electricité	EDG	15,17	15,17
IDA	Interconnexion	Electricité	OMVG	8,87	8,87
AFD	Rehabilit Elect	Electricité	EDG	3,69	3,69
Total prêts rétrocédés				1 309,85	1 321,58

Notes : NTIC (Reformes Technologiques)

Source : DNDAPD

Graphique 8 : Profil d'amortissement de la dette publique au 31 décembre 2020 (millions GNF)

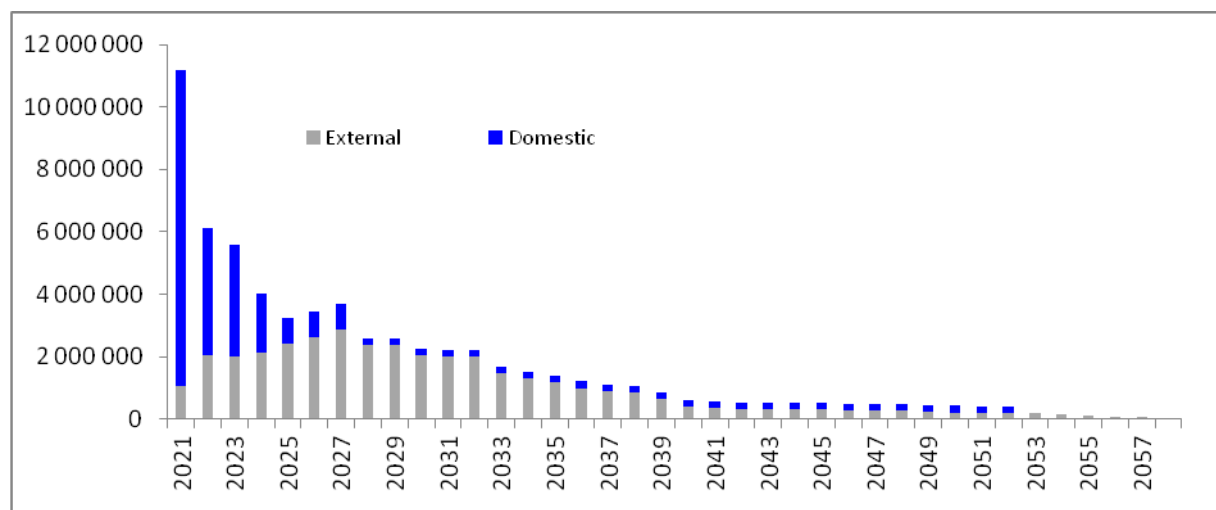


Tableau 7 : Soldes engagés non décaissés au titre de la dette libellée en devises (millions USD)

Dette extérieure	T1 2020		T2 2020		T3 2020		T4 2020		T1 2020	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Bilatéraux	2 107,59	67,1	2 052,39	67,55	2 052,39	67,55	1 456,43	63,38	1 442,10	58,83
Multilatéraux	1 033,30	32,9	986,07	32,45	986,07	32,45	841,4221	36,62	1 009,32	41,17
TOTAL	3 140,89	100	3 038,46	100	3 038,46	100	2 297,85	100	2 451,42	100,00

